

## **COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA SOCFIN**

Depuis le 23 Avril 2015, la SOCAPALM, notre participation au Cameroun, été confrontée à de graves exactions matérialisées par :

> Le blocage des accès à nos sites, ce qui a empêché nos employés d'arriver à leurs lieux de travail tant dans les plantations que dans les usines, ainsi que la circulation des camions affectés au transport de nos régimes. Il en est donc résulté une paralysie totale de l'activité de notre société.

> Dans l'après-midi du 23 avril, le chef du Département technique a été violemment agressé et roué de coups parce qu'il tentait d'accéder à l'usine.

> Depuis le 24 avril, des groupes de personnes étrangères aux activités de la SOCAPALM se sont répandus dans nos plantations, armés de machettes, de gourdins, ou de faucilles, pour couper nos régimes de fruits et les emporter en camions.

Ces groupes se réclament d'une association dénommée SYNAPARCAM et disent agir contre « les accaparements de leurs terres par les groupes BOLLORE et SOCFIN » (voir communiqué des ONG Sherpa et React, article du 22 avril du Nouvel Observateur, et autres)

Cette affirmation est un mensonge.

Depuis sa création il y a plus de cent ans, la SOCFIN et ses filiales locales ont toujours agi dans le respect des lois des pays où elles s'implantent et en harmonie avec les communautés qui voient ses installations. Toutes ses concessions ont été acquises légalement et chaque transaction est parfaitement documentée. La SOCFIN et ses filiales sont à l'avant plan du progrès social sur toutes ses plantations, progrès dont bénéficient les riverains autant que ses employés.

Spécifiquement, la SOCAPALM a été constituée il y a plus de 45 ans par l'Etat du Cameroun. Les terres qu'elle exploite restent la propriété de l'Etat qui les lui confie sous forme de baux emphytéotiques. La SOCAPALM a été privatisée en 2000 mais la surface de ses baux n'a pas augmenté depuis lors. Bien au contraire, plus de 20'000 ha ont été rétrocédés à l'Etat suite à la privatisation.

Il est donc faux de parler « d'accaparement de terres ».

Nous déplorons les importants dommages à la SOCAPALM ainsi que les conflits qui résultent de ce mensonge, alors que celle-ci est un moteur de développement social, économique et rural du Cameroun, et qu'elle contribue substantiellement à l'indépendance alimentaire de ce pays et à la modernisation de son agriculture .

Les actions nécessaires seront introduites contre les propagateurs de ce mensonge. Mais avant tout, nous souhaitons perpétuer nos relations constructives et harmonieuses avec nos riverains.